

SEPT LOGIQUES EN QUETE D'ENVIRONNEMENT

Claude ALBAGLI

*Président de l'Institut CEDIMES
ERUDITE – UNIVERSITE PARIS-EST*

La conférence de Copenhague¹ avait pour objet de fournir les normes qu'il conviendrait d'appliquer à notre planète en matière de croissance et de développement économique. Bien qu'un accord ne fut point entériné, sa simple tenue prend acte de trois éléments : 1) l'accès à une société consumériste, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, n'est guère *probable* pour une majorité des habitants de la planète et, a fortiori, pour les 9 milliards promis d'ici trois ou quatre décennies ; 2) les mécanismes économiques auraient-ils été plus efficaces, que cette perspective en serait *infaisable* vu les ressources terrestres disponibles ; 3) au final, cette ambition n'est même pas *souhaitable* si l'on considère les menaces pesant sur notre biosphère. Il est donc impératif d'inventer une société à l'aune d'une empreinte écologique pérenne. Les limites sont donc clairement identifiées, mais les méthodes pour y faire face, s'avèrent multiples quant leur profusion ne tourne pas à la confusion. Car ces choix définiront aussi notre cadre de vie, nos rapports sociaux et même nos institutions. Or, ils n'annoncent pas nécessairement cette symbiose harmonieuse, raisonnable et naturelle couramment évoquée ou suggérée. Chaque mesure module, transforme ou anéantit la cohérence du marché ou celle de la mondialisation, mais pour l'instant, les diverses initiatives engagées sont encore trop modestes ou trop disparates pour faire système.

Si l'évidence des limites est claire, l'éventail des choix qu'elles suscitent se réalisent dans la plus grande confusion. Prenons un exemple très simple. Nous venons de nous laver les mains, trois modes de séchage s'offrent à notre décision : se les essuyer avec une serviette, utiliser un rouleau de papier absorbant ou passer ses mains sous une soufflerie. Quel sera le meilleur choix écologique ? En fait, aucune des propositions n'est satisfaisante. Il vaudrait mieux sortir des toilettes en agitant ses mains humides ou...renoncer à se les laver ! En effet, la première solution bute sur une utilisation contestable de l'eau - ressource raréfiée - puisqu'il faudra laver la serviette ; la seconde nécessite, pour la production du papier, une coupe forestière, alors que les arbres sont indispensables pour l'absorption du gaz carbonique ; quant à la dernière, son besoin d'électricité a toute chance de nécessiter une centrale thermique alimentée au charbon, facteur de pollution ! La perplexité est de mise. Mais le champ des interrogations est encore plus vaste. Nous voulons bâtir une économie plus sobre, mais qui va en décider les paramètres et les modalités ? Sera-t-elle mise en œuvre par une politique malthusienne pénalisant la fécondité pour restreindre la pression de la demande ? S'exprimera-t-elle par un droit limité au transport dont tout usage excessif entraînerait une prescription de très fortes amendes pour pollution et l'interdiction de nouveaux dépassements² ? Sera-t-elle mise en œuvre par une restriction d'accès aux produits

¹ Conférence de Copenhague, novembre 2009.

² Un dispositif réglementaire converge déjà vers cette restriction : les objectifs européens pour 2020 fixent à 500 kg de CO₂, par habitant, le seuil des émissions de gaz à effet de serre. L'exacte contrepartie d'un seul vol aller-

d'importation impliquant une surtaxe de tous produits aux origines lointaines ? Orientera-t-elle sa mise en œuvre sur les incidences des politiques agricoles, en condamnant la pérennité de l'élevage intensif et en prescrivant une interdiction de la viande dans les régimes alimentaires ? Sans que ce questionnement soit exhaustif, on constate que l'écologie peut inspirer tout aussi bien une limitation du nombre d'enfants, un contingentement du droit de circulation, une restriction des consommations importées, un cadrage du régime alimentaire... Sensée favoriser l'amélioration des conditions de notre survie, elle est aussi susceptible d'initier une surveillance tatillonne de tous nos actes, facilitée par les nouvelles technologies de communication.

La difficulté des arbitrages et la profusion des initiatives nécessitent une évaluation de leur portée pour dresser une typologie des logiques. Nous nous interrogerons sur l'ampleur de la remise en cause des structures, des processus, des paradigmes. Chaque intrusion du paramètre écologique interfère sur le marché ou la mondialisation, de façon plus ou moins profonde, par des *ajustements* qui préservent l'essentiel, par des *renoncements* qui modifient la cohérence, par des *bouleversements* qui en minent les valeurs fondatrices ou par un *retournement* qui les enkyste dans les arbitrages des scientifiques. Nous distinguerons dans cet éventail, sept scénarios possibles. Tous prennent en compte le bornage de la nature : les uns s'annoncent féconds et humanistes³ mais d'autres apparaissent redoutables et sectaires.

1 - Les ajustements par l'émergence d'un troisième facteur ou par l'intensification des progrès techniques. Dans ce premier type de politique, les mesures prises n'induisent pas la remise en cause des forces du marché et de la mondialisation, mais procèdent à leurs aménagements. Ils prennent deux orientations : l'une intègre la nature comme troisième facteur pour évaluer les coûts de production, l'autre s'appuie sur un recours intensif aux sciences et techniques pour déjouer les limites.

a) Voici trois siècles, lors de la mise en place du marché comme élément quasi omnipotent dans la structuration de notre société, le facteur *Nature* avait été écarté⁴. Ce biais n'était pas dépourvu d'une certaine logique, car les ressources paraissaient encore infinies et les capacités de mise en exploitation encore dérisoires. Songeons que notre planète n'était encore que partiellement inventoriée, que la population mondiale représentait à peine le dixième des effectifs actuels et que la dotation énergétique se fondait essentiellement sur la force musculaire⁵. Si l'hypothèse d'un monde infini avait été acceptable, elle ne pouvait plus être retenue : plus aucun espace à découvrir, une densification démographique ininterrompue, une puissance croissante de moyens techniques de tous ordres. Puisque le marché se fonde sur

retour Paris-New York. Cf. BOURG Dominique et RAYSSAC Gilles-Laurent, (2006), « *Le développement durable. Maintenant ou jamais* », Gallimard, Coll. Découvertes, N° 495, p. 17.

³ ALBAGLI Claude, (2009), « *Les sept scénarios du nouveau monde* », Préface du sénateur Jean-François LE GRAND, Président de Commissions du Grenelle de l'Environnement, L'Harmattan, Coll. MES.

⁴ Compte tenu de la population mondiale au moment de la formulation de ces hypothèses - quelque 650 millions d'habitants - et de son niveau de consommation très modeste, ce postulat était sans conséquences dommageables immédiates. REINHARD Marcel, (1949), « *Histoire de la population du monde de 1700 à 1948* », Domat-Montchrétien. D'ailleurs, une partie du monde restait encore à explorer : les expéditions du comte de LA PEROUSE (1741- 1788) et de James COOK (1728-1779) en témoignent, ils cherchaient encore au XVIII^{ème} siècle, dans les mers du Sud, un continent supposé faire contrepoids à l'Eurasie septentrionale.

⁵ En prenant pour référence, les annuaires de la Banque Mondiale, l'écart du niveau de vie est de l'ordre de 1 à 100, ce qui tend à indiquer que le niveau de vie des pays développés contemporains serait cent fois plus élevé, après trois siècles de croissance. Cela signifie que chaque individu qui s'ajoute à la population mondiale et prétend légitimement s'inscrire dans la société de consommation, le fait avec des ambitions au centuple. Etant donné que la population a décuplé, la demande potentielle est **mille fois** plus forte ! Banque Mondiale, (2008), « *Rapport sur le Développement dans le monde* », de Boeck.

la rationalité de l'intérêt et que ses arbitrages fonctionnent sur la prise en compte des coûts, l'incorporation de la rareté des ressources et de la fragilité des équilibres naturels dans une évaluation économique constitue une approche plus exhaustive et complémentaire. La prise en compte des coûts par *Nature* ne feraient que compléter les évaluations du Travail et du Capital, pour devenir un troisième facteur de production. Le modèle économique n'est nullement remis en cause, il est simplement aménagé pour infléchir les arbitrages⁶. De telles applications ont déjà vu le jour, on citera de façon emblématique, le marché des émissions de gaz à effet de serre. Cette insertion dans la comptabilité des entreprises garde le marché comme référence⁷. Elle complète l'analyse par l'adjonction d'un paramètre tiers, déplace les curseurs de la décision, mais laisse intact le processus décisionnel.

Toutefois, les limites d'une telle démarche ne sont pas absentes : le troisième facteur repose sur l'évaluation d'un bien commun ou d'un dommage global. Il ne peut donc s'imposer que par un dispositif réglementaire à des agents privés. Que se passe-t-il dans un monde ouvert à la concurrence internationale, si certains joueurs ne sont pas contraints d'adopter les mêmes règles⁸ ? Les menaces d'une double distorsion apparaissent. La première relève d'un défaut d'équité du marché si tous les acteurs ne sont pas assujettis aux mêmes règles et aux mêmes coûts et d'une distorsion dans la concurrence. La seconde porte sur l'évaluation de l'impact écologique pour les acteurs qui dérogeraient aux nouvelles règles de l'usage du bien commun⁹. Le dispositif nécessite un consensus international qui homogénéise le fonctionnement du marché. Or, les pays du Sud ont beau jeu de rappeler que les règles que tentent d'imposer les pays du Nord, constituaient le moindre de leurs soucis dans la phase d'émergence alors qu'ils sont largement responsables des périls actuels... Les nations industrialisées auraient, en quelque sorte, privatisé l'exploitation de la planète pour tenter d'en globaliser les pertes et les dommages. Le consensus peine donc à émerger.

b) Dans les politiques d'ajustement, une seconde option prend appui sur les résultats attendus des progrès scientifiques et techniques. Elle s'inscrit dans la démarche des encyclopédistes où l'homme devait comprendre son environnement en en perçant les secrets afin de le mettre à son service. Les progrès scientifiques se sont densifiés, stimulés par une concurrence tous azimuts. Leur émulation a favorisé une réduction des délais entre les découvertes scientifiques et leurs applications, provoqué une diffusion plus rapide des techniques et des nouveaux procédés. La mondialisation s'est donc chevillée aux progrès techniques pour satisfaire un marché de masse avec la plus grande efficacité possible. En partant de l'idée que des progrès tournés vers la contrainte écologique seront susceptibles d'en desserrer l'étreinte et que les défis écologiques seront susceptibles d'être surmontés au fur et à mesure par les résultats de la recherche scientifique : la mondialisation n'est pas remise en cause, mais sa dynamique est réorientée. La puissance publique ne fait qu'élargir l'objet du progrès technique : aux exigences de compétitivité, se surimposent les contraintes de l'environnement. Le modèle socio-économique diffusé par la mondialisation n'est pas bouleversé, il est infléchi : le progrès technique n'est plus seulement un facteur de

⁶ C'est dans cette perspective que se place l'ouvrage de JURGENSEN Philippe, (2009), « *L'économie verte, Comment sauver notre planète ?* », Odile Jacob.

⁷ de RAVIGNAN Antoine, « *Le marché au secours de l'environnement* », Alternatives Economiques, 3^{ème} trimestre 2008, N° 77 Hors série. Nicholas STERN et Laurence TUBIANA, directrice de l'Iddri, estiment qu'il est nécessaire de créer un vaste marché du carbone pour donner des signaux économiques clairs. Cf. *Le Monde*, 21 septembre 2007. Nicolas HULOT préconise de faire monter les prix de toutes les énergies fossiles de 5 à 10 % par an, jusqu'au jour où nous penserons être débarrassés des problèmes les plus redoutables. Cf. HULOT Nicolas et JANCOVICI, « *Il faut préparer la fin du pétrole* », *Le Monde*, 19 avril 2006.

⁸ SIRKIN Harold L., HEMERLING James W. and BHATTACHARYA Arindan K., (2008), « *Globality competing with everyone from everywhere for everything* », *Headline Business*.

⁹ BOUILHET Alexandrine, « *La lourde facture du plan climat* », *Le Figaro-Economie*,

productivité et de compétitivité, il est un procédé visant à contourner les raretés et à contenir les dommages. Il s'impose par la libre circulation des produits et des procédés. Il lève l'hypothèque du consensus que nécessitait la prise en compte du « troisième facteur » dans le scénario précédent. Un courant très actif s'est constitué pour cette option avec des prises de position très médiatisées en faveur de cette espérance technologique (Cf. Claude ALLEGRE, en France)¹⁰. Aux Etats-Unis, nombre d'entreprises se sont engagées dans ces recherches. La mise au point donne lieu à des dépôts de brevets en cascade qui pourraient bien s'imposer comme les normes de demain. La variété des solutions techniques proposées pour réduire l'impact des gaz à effet de serre, offre une illustration frappante du potentiel de cette option : enfouissement souterrain dans les cavités libérées par le pompage du pétrole ou du gaz ; plantation de forêts d'arbres modifiés par les OGM pour intensifier leur captation de gaz carbonique afin de constituer de véritables usines végétales à la ceinture des villes ; particules de sulfates projetées dans l'espace pour protéger la terre du réchauffement climatique ; machines à éliminer le gaz carbonique comme dans les aéronefs spatiaux, mais à plus vaste échelle et adaptées à un mobilier urbain...

Mais si l'imagination est débordante, l'option scientifique soulève d'autres difficultés, notamment celles de la concomitance entre l'émergence des défis et la mise au point des parades scientifique et de leurs applications industrielles. Rien n'indique qu'elles s'inscriront dans les délais requis par l'urgence des difficultés. Cette inconnue apporte un aléa non négligeable dans la fiabilité de cette option. On a pu voir comment les ambitions de l'Union Européenne affirmées à Lisbonne pour faire de cette zone planétaire la plus performante, se sont réduites comme peau de chagrin¹¹.

Une seconde contrainte touche à l'équilibre social. Si la technologie progresse trop rapidement, elle peut s'avérer destructrice d'emplois sans être en mesure de les compenser immédiatement par l'émergence de nouveaux secteurs offrant des capacités d'embauches de substitution. L'analyse en a été faite depuis longtemps par Joseph SCHUMPETER avec la « *destruction créatrice* », mais l'intensification technologique qu'appelle ce scénario, en redouble la pertinence¹². L'absence de cet ajustement déclencherait des revendications sociales, porteuses d'instabilité, de désordres et de révoltes. Le pouvoir politique serait gravement fragilisé et tenté de prendre des mesures conservatoires plutôt qu'innovatrices. Mais au-delà de l'emploi, il y a aussi la capacité d'absorption des innovations sociales par les populations elles-mêmes. Leurs rejets ne constituent pas une hypothèse d'école. Jeffrey SACHS souligne que « *les sociétés progressent à leur propre rythme. Elles peuvent être un peu bousculées par les scientifiques, mais il est plus probable qu'elles ne sortiront de leur inertie que confrontées au désastre* »¹³. Le progrès technique devrait donc évoluer sur une ligne de crête oscillant entre deux risques gravissimes : les affres de conflits nationaux pour des percées techniques insuffisantes avec une raréfaction de l'accès aux ressources et les spasmes de révoltes sociales pour des bouleversements trop soudains. Comme le rythme des

¹⁰ ALLEGRE Claude, (2007), « *Ma vérité sur la planète* », Plon, Pocket ; ALLEGRE Claude et JEAMBAR Denis, (2006), « *Le défi du monde* », Fayard, Poche.

¹¹ L'Union Européenne a ambitionné de devenir, à l'issue de l'Agenda de Lisbonne en 2000, la zone la plus performante en 2015 en matière d'innovation, de croissance et de qualification. Dans les faits, elle est devenue, rappelle le président de la commission économique du Medef, au cours de cette période, la zone à la plus faible croissance planétaire avec le 8-4-2 (8 % de croissance pour l'Asie, 4 % pour les Etats-Unis et 2 % pour l'Union Européenne)... Cf. De BOISSIEU Christian, « *Relancer l'agenda de Lisbonne* », *Le Figaro-Economie*, 6 juin 2005 ; « *La Croissance mondiale accélérée* », *Le Figaro-Economie*, 20 avril 2006 ; LACHEVRE Cyrille, « *La France doit se préparer à un monde inédit* », *Le Figaro-Economie*, 7 juin 2006.

¹² SCHUMPETER Joseph, (1963), « *Capitalisme, socialisme et démocratie (1942)* », Payot.

¹³ SACHS Jeffrey, (2008), « *Common Wealth, Economics for a Crowded Planet* », Penguin ; SKIDELSKY Robert, « *La faillite des économistes* », Book, N° 4, 2009, p. 27.

innovations ne peut faire l'objet d'aucune prédiction assurée, il en constitue un facteur exogène¹⁴ et comme la vitesse d'ajustement du corps social dépend d'une flexibilité toujours aléatoire, on mesure les périls d'un cheminement fondé sur cette vision pourtant prometteuse.

Les politiques d'ajustements ne remettent en cause ni le marché, ni la mondialisation. Soit la rationalité des coûts s'adjoint la prise en compte d'un *troisième facteur*, soit la *science* stimulée par l'échange international surmonte les difficultés. Ces ajustements touchent davantage la fonction de production que le modèle consumériste lui-même. Les incertitudes quand à la généralisation des mêmes procédures comptables pour tous les producteurs du marché et la précarité d'une temporalité scientifique synchronisée avec les besoins environnementaux induisent des aléas qui en marquent les limites. Dans ces conditions, des politiques plus incisives pourraient prévaloir. En préconisant divers renoncements, c'est le modèle de consommation qui est atteint.

2 – Les **renoncements** d'un état stationnaire ou d'une partition sociale. Cette variante stratégique pèse, non plus sur les offreurs, mais sur les demandeurs et affecte plus radicalement le système en modifiant le modèle. Elle se présente sous deux formes : l'une vise la sobriété du modèle consumériste, l'autre propose une partition des ayant-droits.

a) Le plafonnement des aspirations consuméristes scelle la sobriété et l'abstinence comme méthodes et débouche sur une nouvelle version de l'état stationnaire : il ne s'agit plus de stabiliser l'optimisation d'un cycle comme dans les sociétés agraires ou de constituer l'ultime phase d'un processus comme l'envisageaient John Stuart-Mill ou Karl Marx¹⁵, mais de bloquer volontairement la croissance. La rétention consumériste doit réduire mécaniquement les prélèvements de ressources dans la nature et les menaces pesant sur la biosphère. L'avertissement en avait été lancé dès 1972 avec un retentissant « *Halte à la croissance* »¹⁶. Mais toute limitation de la consommation porte atteinte au processus d'équilibre des sociétés industrialisées, car elles ne peuvent se pérenniser qu'en entretenant la dynamique des marchés. En effet, si dans des économies agraires, la satisfaction vivrière d'un jour, rend probable l'émergence d'une demande similaire pour le lendemain, dans une économie industrielle, au contraire, la satisfaction d'un besoin manufacturé à un moment donné, écarte ce consommateur du marché pour la période suivante. Ainsi, l'acquéreur d'une voiture perd dans l'immédiat, son profil de demandeur potentiel. Cette conséquence fragilise les structures productives qu'il devient socialement indispensable de rendre pérennes. Cette difficulté a été surmontée par le biais de quatre subterfuges : en transformant un marché de classe, en marché de masse ; en conquérant des marchés extérieurs pour étendre les

¹⁴ On a vu l'Union Européenne ambitionner de devenir, à l'issue de l'agenda de Lisbonne en 2000, la zone la plus performante en 2015 en matière d'innovation, de croissance et de qualification. Dans les faits, elle est devenue, rappelle le président de la commission économique du Medef, au cours de cette période, la zone à la plus faible croissance planétaire avec le 8-4-2 (8 % de croissance pour l'Asie, 4 % pour les Etats-Unis et 2 % pour l'Union Européenne)... Cf. De BOISSIEU Christian, « *Relancer l'agenda de Lisbonne* », *Le Figaro-Economie*, 6 juin 2005 ; « *La Croissance mondiale accélérée* », *Le Figaro-Economie*, 20 avril 2006 ; LACHEVRE Cyrille, « *La France doit se préparer à un monde inédit* », *Le Figaro-Economie*, 7 juin 2006.

¹⁵ Les sociétés agraires avaient pour idéal un état stationnaire au seuil d'un cycle de civilisation. Les économistes y virent plus tard un aboutissement produit par la disparition du taux de profit avec plusieurs variantes de John Stuart-Mill à celle de Karl Marx. Il s'agit dans ce nouveau contexte environnemental, ni d'une stabilisation cyclique, ni d'un exutoire au terme d'un processus, mais d'une autolimitation contrecarrant un processus. Voir GIDE Charles et RIST Charles, (1947), « *Histoire des doctrines économiques* », Sirey Tome I, p. 179.

¹⁶ DELAUNAY Janine, MEADOWS Donella, (1972), « *Halte à la croissance ? Enquête pour le Club de Rome* », Fayard.

débouchés¹⁷ ; en créant sans cesse, avec l'appui des médias, de nouveaux besoins à satisfaire ; en développant le crédit pour assurer une consommation anticipée sur ses revenus futurs¹⁸. L'abandon de la croissance touche au cœur de l'économie de marché et lui fait perdre sa dynamique.

Mais ce scénario soulève d'autres difficultés. Remarquons d'abord que la stabilisation de la production globale dans un contexte de croissance démographique mondiale revient à réduire le niveau de la consommation individuelle¹⁹. Mais la difficulté s'accroît encore avec la prise en compte de la profonde inégalité de la répartition des ressources. Cette question n'a pas été écartée par les tenants de cette politique²⁰. Toute évocation de stabilisation des revenus est inacceptable pour les plus démunis. Le monde industriel ne s'est-il pas ingénié à attiser et à généraliser la convoitise consumériste au risque de provoquer frustration et rancœur, faute de satisfactions suffisantes²¹. Est-il dès lors concevable que l'on propose un état stationnaire aux 20 % de la population mondiale frappés de sous-alimentation, privés d'accès à l'eau potable, entassés dans des bidonvilles, sans sécurité pour leurs personnes et leurs biens, hors d'atteinte d'une couverture sanitaire élémentaire et d'une simple alphabétisation, ne disposant au total que moins de 1,25 \$ par jour²² ? Mais la redistribution en faveur des plus pauvres impliquerait une réduction encore plus prononcée du niveau de vie des nantis. En effet, l'écart des ressources est si grand qu'un objectif de partage égalitaire des ressources planétaires reviendrait à fixer le revenu par tête des pays industrialisés en dessous de leur seuil de pauvreté²³ ! Si le succès éditorial de l'option stationnaire est patent, les responsables politiques ont quelques réticences à endosser de telles perspectives devant leurs électeurs ou leur opinion publique... même si quelques communautés à la marge ont engagé une rupture avec le modèle consumériste. Les postures restent alors symboliques.

b) Faute d'entraîner spontanément la société vers des havres de plus grande sobriété, un quatrième scénario aborde cette réduction consumériste par un autre biais : il vise à restreindre le nombre des ayant-droits. Au cours de l'Histoire, la raréfaction des ressources a le plus souvent dégénéré en une déflagration polémologique pour capter la richesse des autres ou éliminer des populations. Les civilisations passées répartissaient inégalement les droits et les devoirs de chacun pour remplir des fonctions statutaires complémentaires (nourrir, protéger ou prier)²⁴. L'idée d'une partition sociale inégalitaire pourrait bien resurgir en répartissant le corps social entre les ayant-droits par statut et les laissés-pour-compte, confinés

¹⁷ MARX Karl, (1963), « *Le Capital* », Livre 1, Traduction Joseph Roy, in Œuvres, Gallimard, Coll. La Pléiade, p. 165.

¹⁸ Celle-ci représente aujourd'hui une moyenne d'une année de revenu pour le consommateur américain. La balance courante a besoin quotidiennement de 2 milliards de dollars. ARRIGHI Giovanni, (2009), « *Adam Smith à Pékin* », Max Milo, p. 217

¹⁹ La population mondiale devrait passer de 6,8 milliards à quelque 9 milliards au cours des années quarante.

²⁰ LATOUCHE Serge, (2006), « *Le pari de la décroissance* », Fayard ; LATOUCHE Serge, (2001), « *La déraison de la raison économique, du délire d'efficacité au principe de précaution* », Albin Michel. Mais il faudrait aussi faire référence à l'initiateur de ce courant : GEORGESCU-ROEGEN Nicholas, (1995), « *La décroissance. Entropie - Écologie - Économie* » Présentation et traduction de MM. GRINEVALD Jacques et RENS Ivo. Nouvelle édition, [Première édition, 1979], Paris, Éditions Sang de la terre.

²¹ David Ricardo préconisait de donner aux Irlandais les mêmes envies de confort que les Anglais pour stimuler leur développement. La médiatisation du modèle consumériste n'a pas fait autre chose, mais avec des résultats plus aléatoires qu'escomptés, voire périlleux avec la frustration qu'elle a parfois déclenchée.

²² Notons que 15 % de la population ne dispose d'un revenu qu'entre 1,25 et 2,5 \$ par jour, ce qui place au total plus d'un tiers de la population mondiale en très grande difficulté.

²³ La définition internationale de la pauvreté issue de la Banque Mondiale, en fixe à 1,25 dollar, le seuil. Mais les pays développés retiennent ceux dont les revenus sont inférieurs à la moitié du revenu médian, voire à 60 % pour l'Union Européenne, soit une trentaine de dollars quotidiens.

²⁴ DUMEZIL Georges, (1982), « *L'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens* », NRF ; Cf. aussi DUBY Georges « *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme* », Gallimard.

dans la frugalité. Une minorité poursuivrait sa quête de fièvres consuméristes pendant que l'autre serait apaisée par une nouvelle version « *du pain et des jeux* » de la Rome impériale²⁵. Pour écarter ces populations de convoitises concurrentes, des garanties alimentaires lui seraient consenties, assorties de divertissements, pour lesquels séries télévisuelles, matchs sportifs et événements ludiques médiatisés viendraient se substituer aux jeux du Colisée. L'égalité de principe portée par la mondialisation se briserait sur les écueils d'une raréfaction des ressources, rendant obsolète la conception du village planétaire et d'un modèle de comportement unifiant le genre humain²⁶.

Ce scénario serait-il davantage crédible ? Il s'agirait en somme de troquer un droit virtuel d'égalitarisme contre un accès garanti à des ressources minimum d'existence pour partie inaccessibles aujourd'hui encore... Pour ce milliard d'individus souffrant encore de la faim dans notre monde contemporain, une garantie alimentaire constituerait un progrès. Mais deux questions se posent : l'universalisme des principes égalitaires pourrait-il s'accommoder d'une telle partition ? A quel niveau devrait s'effectuer la césure ? Sur le premier point, observons que malgré les principes, la partition est déjà un état de fait. La transparence médiatique n'y peut grand-chose²⁷. Quant à la taille de la classe consumériste, ne devrait-elle pas être réduite davantage puisque l'empreinte écologique est pour l'essentiel causée par les nantis²⁸ ? La mise en œuvre inspirerait à coup sûr, une révision des principes démocratiques, mais la démocratie athénienne ne se fondait-elle pas sur une classe réduite à quinze pour cent de sa population²⁹ ?

Ces deux scénarios à caractère malthusien visent à restreindre soit le niveau de consommation, soit celui des ayants-droits, mais butent sur les arbitrages de la répartition des restrictions. Quelles consommations seront sacrifiées ? Jusqu'où ces restrictions pourront-elles intervenir pour favoriser un principe de répartition plus équitable ? A quelle dimension devrait-on réduire la classe consumériste ? Les systèmes politiques qui pourraient émerger de cette sobriété globale ou ciblée, laissent poindre nombre d'inquiétudes. Quant au marché, vidé de sa dynamique de croissance et à la mondialisation, privée de sa démarche universaliste, ils y perdraient l'un et l'autre, leur processus de régulation. Faut-il donc entreprendre une rupture plus radicale que ces politiques de renoncement ? L'envisager, c'est s'engager dans le bouleversement des paradigmes du marché ou de la mondialisation et mettre un terme à ces systèmes pluriséculaires.

3 – Les **bouversements** par l'abandon du bonheur consumériste ou des bienfaits de l'échange international. Si les options de contingentement des consommations ou des consommateurs sont susceptibles de perturber la régulation du marché et les effets de la mondialisation, une politique de *bouversement* remettrait en cause les valeurs mêmes de la civilisation consumériste. Deux variantes s'en dégagent : une première remettrait en cause le principe même du Bonheur consumériste au profit d'autres paradigmes à caractère profane ou sacré, tandis qu'une seconde réduirait à néant les vertus proclamées des échanges mondialisés au profit d'une résurgence de civilisations alvéolaires.

²⁵ VEYNE Paul, (1976), « *Le pain et le cirque* », Edition du Seuil, Coll. Points Histoire, p. 15.

²⁶ FRIEDMAN Thomas, (2006), « *The world is flat* », Penguin Books.

²⁷ Les ouvrages de sciences-fiction consacrent pour la plupart cette partition. On peut citer deux d'entre-eux issus d'auteurs majeurs dans la littérature anglo-saxonne et française : ATWOOD Margaret, (2005), « *Le dernier Homme* », Traduit de « *Oryx and Crake* », Robert Laffont et RUFIN Jean-Christophe, (2005), « *Globalia* », Gallimard. Dans l'un et l'autre cas existe une population extérieure en dehors des enclaves réservées aux privilégiés. N'y a-t-il pas des chances que notre société leur ressemble s'interrogent DUPAS Alain et HUBER Gérard, (2009), « *La grande rupture, L'humanité face à son futur technologique* », Robert Laffont.

²⁸ PNUD, Rapport sur le Développement Humain, 2007.

²⁹ SEVE Michel, « *Etre citoyen à Athènes* », in Le Nouvel Observateur, Hors série, Juillet-Août 2008, p. 44.

a) La première option est une remise en cause des fonctions du marché placé depuis trois siècles au cœur de notre système socio-économique. Sa légitimité était fondée sur sa capacité supposée à satisfaire des besoins toujours plus étendus pour faire accéder à un Bonheur d'autant plus grand que le niveau de consommation s'avérait important³⁰. Cette corrélation matérialiste n'est plus aussi certaine pour les pays nantis³¹. Les enquêtes sur les dernières décennies indiquent un décrochage entre l'accroissement continu des revenus et la stabilité des sentiments exprimant le bonheur³². D'ailleurs l'accumulation des biens est une chose, le loisir de pouvoir les utiliser en est une autre, car le temps vient à manquer bien que certain d'entre eux tentent d'y parer³³. Le renoncement à la société consumériste va trouver dans des valeurs de substitutions les raisons d'une sobriété retrouvée. D'ordre profane, la valorisation du temps libre, privilégiera la réalisation personnelle aux dépens de l'accumulation symbolique de biens. L'approfondissement personnel et la densification relationnelle devraient prévaloir sur la médiation des objets dans les relations avec les autres³⁴. La seconde orientation consent à la frugalité pour se projeter dans des aspirations religieuses donnant sens au dénuement et revitalisant le sacré. Profane ou sacré, ce renversement de paradigme met un terme aux structurations sociales issues de la prépondérance économique. Rechercher un autre type de Bonheur que celui engendré par le PIB, soit, mais « *qui peut décider légitimement des critères à prendre en considération pour déterminer ce qu'est une bonne société ou qualifier ses évolutions ?* » s'interroge le philosophe Dominique MEDA³⁵. Si l'attrait de ces orientations est bien perceptible dans certaines strates de la société, les séductions consuméristes semblent encore davantage l'emporter tant dans les aspirations des pays émergents que dans la préservation des acquis des pays nantis³⁶.

b) La seconde option menace les fondements de la mondialisation. L'échange international avait été perçu à partir du début des années quatre-vingt-dix comme un processus d'optimisation pour chacun des coéchangistes³⁷. Une série d'éléments se sont adjoint à ce consensus : éradication des barrières douanières et réglementaires, disponibilité inédite de capitaux sur la scène internationale qui facilitèrent les investissements étrangers, mutation des transports par la généralisation du conteneur, nouvelles technologies d'information et de communication. Le commerce fût non seulement stimulé, mais la

³⁰ Ce bornage à une accumulation incessante de biens pour lesquels Jean-Baptiste Say y voyait le curseur du Bonheur. Le décrochage de l'opinion pour cette corrélation dans les pays nantis semble indiquer que cette sobriété aurait une acceptation qui en dépasserait le succès d'estime médiatique.

³¹ ELGOZY Georges, (1970), « Les damnés de l'opulence », Calmann-Lévy ; COMELIAU Christian, (2006), « La croissance ou le progrès ? Croissance, Décroissance, Développement durable », Seuil.

³² *Le Monde-Economie*, « Le bonheur peut-il être un indicateur économique ? », 29 janvier 2008 ; World Watch Institute, (2004), « *State of the World 2004, The Consumer Society* », New-York, W. W. Norton.

³³ Le téléphone fait gagner du temps en évitant les déplacements, le tgv en raccourcissant la durée des voyages, le magnétoscope en stockant des temps d'émission pour des plages plus disponibles, les courriels donnent accès à des échanges instantanés planétaires, etc.

³⁴ Les travaux du Prix Nobel Amartya SEN donnent un écho contemporain à cette approche. Ils font référence, non plus à la quantité de biens accessibles, mais aux dotations en « *capacités* » de chaque individu. SEN Amartya, (2008), « *Ethique et Economie* », PUF ; SEN Amartya, (2003), « *L'économie est une science morale* », La Découverte, Poche.

³⁵ MEDA Dominique, « *Deux Prix Nobel ne font pas le Bonheur* », *Le Monde*, 22 avril 2008.

³⁶ COURRIER INTERNATIONAL, « *Une nouvelle ère de frugalité s'annonce* », N° 954, 12-18 février 2009, pp. 33-34

³⁷ La controverse avait été alimentée même par Adam SMITH qui voyait dans le capital investi dans le commerce du transport un soutien aux travailleurs des pays tiers aux dépens du pays d'origine. SMITH Adam, (1966), « *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* », Zeller, pp. 456-463. Elle connut une intensité renouvelée entre le Sud et le Nord à l'occasion des analyses de PREBISCH Raúl, (1965), « *Transformación y desarrollo* », Fondo de Cultura Económica, Mexico.

structure productive fut bouleversée. Il devenait possible d'exporter sans souffrir de lourdes pénalités aux frontières, de réaliser d'importants investissements directs étrangers, de transporter les marchandises à faible coût et de coordonner, grâce aux communications instantanées, divers sites de production. Le système industriel se refondait sur une segmentation de sa production, recherchant pour chaque élément, la localisation offrant les moindres coûts. Il en résulta non seulement une explosion du commerce international, mais un puzzle intercontinental des composants des produits dont les éléments convergèrent ensuite vers un site d'assemblage³⁸. Cette structure productive internationale affronte dorénavant une remise en cause par l'emploi immodéré des transports, usagers intensifs d'énergie et facteurs de pollution. Car, un double constat s'impose : d'abord, la raréfaction des ressources énergétiques fossilisées dont les experts fixent le terme à l'horizon de 40 années pour le pétrole, 60 années pour le gaz et 200 ans pour le charbon³⁹ ; ensuite, la prise en compte des émissions de gaz à effet de serre incitant les autorités publiques à pénaliser les transports par une taxe carbone. La conjugaison de ces éléments est en mesure de provoquer d'une part une hausse conséquente des coûts d'acheminement du fait de l'énergie et de la résurgence des taxes d'importation sous le vocable plus poétique de taxe écologique pénalisant les produits nomades. Ce renchérissement menace directement la cohérence du découpage international du système productif lui faisant perdre la cohérence de sa composition réticulaire et débouchant sur des économies alvéolaires juxtaposées. Voici l'échange international épuisant à nouveau ses vertus avec la raréfaction des ressources énergétiques et ses impacts écologiques néfastes. En conséquence, l'attrait du local prévaudrait-il sur le lointain ? Cette réorientation serait d'une portée considérable et exigerait un recentrage des économies sur les ressources de proximité. Les modes de production ainsi que les aspirations consuméristes seraient dorénavant modulés par les environnements spécifiques. Des groupes de consommateurs sont déjà passés aux actes : les « *locavores* » refusent de consommer tout ce qui n'a pas été produit et emballé à moins de 160 km⁴⁰ faisant du voisinage, une vertu nouvelle. Sa généralisation provoquerait une résurgence de la diversification des modes de consommation et mettrait un terme aux tentatives d'une culture mondialisée, unifiée dans ce village planétaire mythique. Ainsi, si la mondialisation est créatrice de standardisation et d'homogénéisation, le recentrage des sociétés sur des impératifs locaux fonde un développement autonome et pluriel⁴¹. Par une ruse de l'Histoire, la diversification des civilisations reprendrait corps, mais d'une façon tout à fait singulière vis-à-vis de ce qu'avait perçu HUNTINGTON⁴². Chaque zone construirait un modèle de vie adapté à son environnement et l'échange ne tiendrait plus qu'une part résiduelle dans l'équilibre de ces sociétés. Un tel schéma soulève cependant des difficultés, car les territoires sont dotés très inégalement de ressources. Cela pourrait susciter des déplacements massifs de population ou figer de profondes inégalités dans le potentiel des communautés.

Ces politiques induisent la fin de l'économie de marché comme système structurant la société ou celle de la mondialisation comme système réticulaire planétaire. En compromettant

³⁸ Même un fabricant de yaourts pouvait bénéficier de cet éclatement. Une chercheuse allemande calcula qu'un yaourt à la fraise totalisait 9000 km de transport pour l'ensemble de ses éléments. Cette analyse est issue d'une thèse allemande de Stéphanie BÖDE datant de 1993 et portant sur la mise en rayon d'un yaourt aux fraises, produit par une coopérative de Stuttgart. Cf. aussi HARRISON Bennett, (1994), « *Lean and Mean : The Changing Landscape of Corporate power in the Age of Flexibility* », New York, Basic Books.

³⁹ QUIOC Georges, « *Le grand retour du charbon* », *Le Figaro-Economie*, 23-24 avril 2005.

⁴⁰ LESNES Corine, « *Le régime locavore, délices et délires* », *Le Monde*, 22 mai 2008. Le mot est apparu dans le dictionnaire américain « New Oxford » en 2007 !

⁴¹ SAMAMA Claude-Raphaël, (2001), « *Développement mondial et culturel, Essai d'archéologie et de prospective éco-culturelles* », Maisonneuve & Larose.

⁴² HUNTINGTON Samuel, (1997), « *Le choc des civilisations* », Editions Odile Jacob.

les paradigmes, c'est une refondation sociale qu'elles appellent. Que les individus recherchent davantage leur réalisation personnelle dans cette vie terrestre ou aménagent leur existence comme une antichambre spartiate aux félicités attendues de la vie éternelle, ou que les sociétés diversifient leurs modes de vie en concordance avec le climat et les ressources du lieu, c'est une rupture de l'élan séculaire dégagé par W. ROSTOW ou et des perspectives de F. FUKUYAMA percevant dans le consumérisme, la fin de l'Histoire⁴³. Les fonctions d'un taux de croissance insatiable et d'une convergence planétaire du développement se dissipent au profit d'un renouvellement complet des référents. Ce troisième type de politique intègre l'environnement au prix d'une rupture sociale complète. *D'ajustements en renoncements, de renoncements en bouleversements*, six scénarios ont pris place, sans avoir épuisé les hypothèses : une ultime possibilité s'inscrit dans une politique d'enkystement du marché et de la mondialisation, un *retournement* modernisé en quelque sorte à ce qui prévalait avant le XVIII^{ème} siècle pour les facteurs de production.

4 – *L'enkystement du marché et de la mondialisation dans les paramétrages des scientifiques*. Avant que ne s'impose le marché comme source de structuration sociale, faisant du travail une valeur, et non plus une sanction divine, une toute autre logique prévalait⁴⁴. Les facteurs de production n'étaient pas librement disponibles sur le marché et celui-ci n'exerçait pas ses effets transcendants sur la société⁴⁵. Celle-ci restait assujettie à la prépondérance des valeurs religieuses, sociales et culturelles. Ainsi, la disponibilité du facteur *Terre* répondait à des usages sociaux, le *Travail* était issu normes statutaires conférées par la naissance, le *Capital* était assujetti aux interdits religieux. Les facteurs de production, faute d'être librement disponibles sur un marché, n'offraient aucune possibilité d'être évalués à leurs coûts réels pour se prêter à un calcul économique rationnel. Leur enkystement les assujettissait à d'autres logiques, contrariant toute émergence de la science économique. Ce n'est qu'à la faveur de leur désengagement de ces valeurs que ces facteurs purent être négociés en toute liberté et dotés de prix. Or, voici que la prise de conscience des contraintes environnementales redonne prise à ce principe d'enkystement. Cette fois, il ne s'agit plus des facteurs, mais du marché et des échanges soumis à des normes qui leur seraient extérieures. L'espace en serait circonscrit par les scientifiques⁴⁶ dont les analyses reposeraient sur quatre paramètres : la disponibilité des matières premières, les stocks de ressources énergétiques fossilisées, la sauvegarde de la biodiversité et des chaînes biologiques, le contingentement des déchets et des pollutions du système productif. Ces évaluations délimiteraient les modes d'exploitation et soumettraient les processus de fabrication à des normes préservant l'environnement et écartant les risques d'épuisement des ressources. Le marché et la mondialisation pourraient pérenniser leur logique pourvu qu'ils ne dérogent pas aux normes issues du bornage scientifique. Leur fonctionnement serait astreint à ces limites. Ils continueraient à jouer un rôle déterminant, mais enchâssés dans des normes techniques qui ne relèveraient pas de la seule logique de productivité. Les économistes perdraient leur rôle de régulateurs omnipotents. La régulation de la pêche par Ifremer en est, en France, une illustration sectorielle, serait-elle prémonitoire ? La fixation du tonnage des prises délimite la taille du marché. Les critères sont fondés sur les capacités de reproduction des espèces afin d'assurer une exploitation durable des ressources halieutiques. La généralisation de cette

⁴³ ROSTOW Walt Whitman, (1970), « *Les étapes de la croissance économique dans le monde* », Seuil, Coll. Points ; FUKUYAMA Francis, (1992), « *La fin de l'histoire et le dernier homme* », Flammarion.

⁴⁴ Sous l'Empereur Claude, au II^{ème} siècle de l'ère chrétienne, 159 jours étaient déclarés fériés. Cf. COTTA Alain, (1998), « *L'ivresse et la paresse* », Fayard, p. 754

⁴⁵ CAILLE Alain, (2005), « *Dé-penser l'économique* », La découverte.

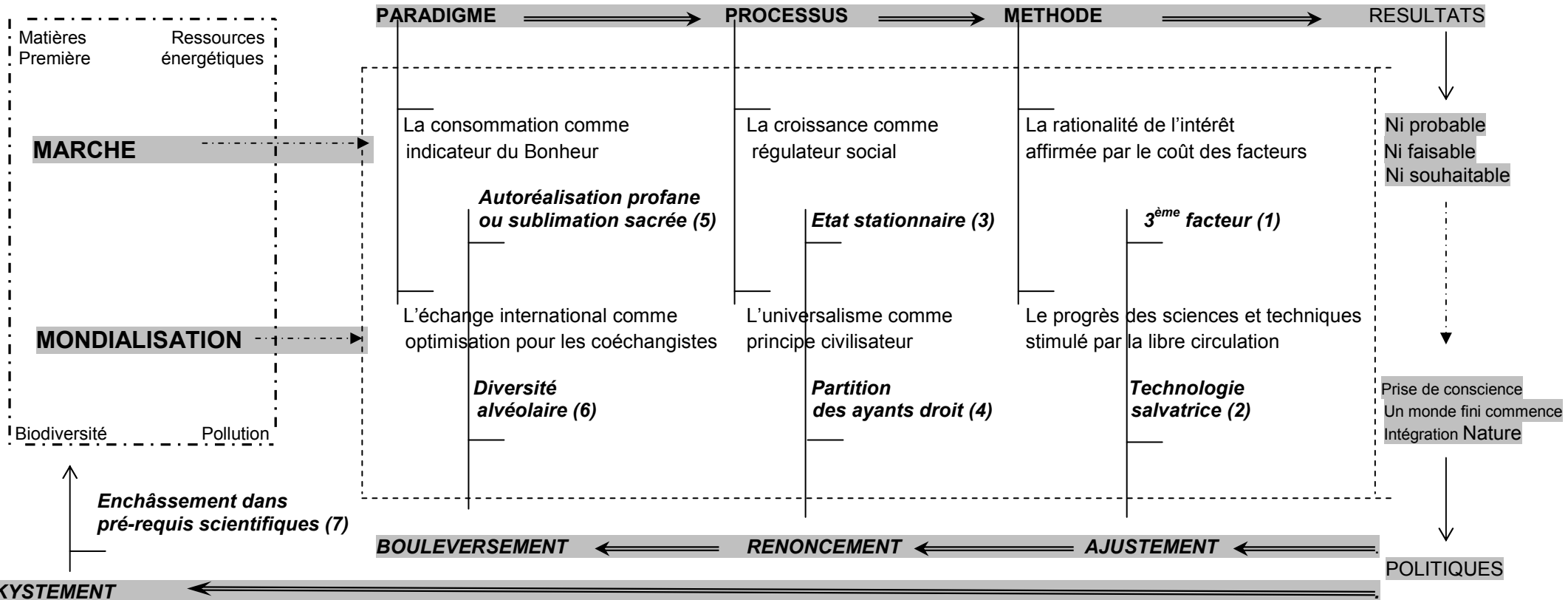
⁴⁶ GRANOVETTER Mark, (2008), « *Sociologie économique* », Préface LAVILLE Jean-Louis, Seuil, Voir particulièrement « *Action économique et structure sociale : le problème de l'encastrement* », pp. 75-114.

approche fonde le septième scénario, mais les certitudes scientifiques offrent-elles les certitudes attendues ?

Les analyses des experts ne manquent pas d'être sujettes à la controverse. Des remises en cause surgissent par l'émergence soudaine de nouvelles connaissances. Plus hypothétiques encore sont les espoirs portés par la science elle-même. Au XVIIIème siècle, elle était perçue comme un stock dont on allait progressivement réduire l'inconnu. Aujourd'hui, elle apparaît comme un champ de connaissances dont la complexité renouvelle sans cesse les enjeux⁴⁷. Le règne des scientifiques n'apporterait donc pas les certitudes attendues pour réguler l'impact sur l'environnement et rien n'indique que la disponibilité des connaissances s'ajusterait aux défis perçus.

⁴⁷ INNERARITY Daniel, « *Les certitudes, c'est bien fini* », El Pais, repris dans Courrier international, N° 937, 16-23 octobre 2008.

LES SEPT SCENARIOS



Ainsi, la prise en compte du facteur écologique touche le couple marché-mondialisation de façon diverse, affectant plus ou moins profondément son fonctionnement, voire son existence. L'accent médiatique est mis sur les menaces pesant sur notre environnement, mais elles peuvent justifier bien des initiatives qui à leur tour interféreront sur le fonctionnement et la cohérence de notre société. Ni les modalités, ni les résultats ne débouchent nécessairement sur cette attractivité bucolique censée renouveler notre civilisation technicienne bardée de verre, d'acier et de béton et chaque scénario offre de surcroît ses propres limites. La justification environnementale peut conduire à bien des orientations sociales et soulève de nombreuses questions sources d'inquiétudes. Comment s'effectueraient les arbitrages ? Qui en déterminera le ciblage et l'ampleur ? Quelles seront les modalités de contrôle ? Ces questions ne sont pas anodines, car l'impact sur le système sociopolitique conjugué aux nouvelles techniques de communication offre des capacités de contrôle et de coercition parvenues à un stade inégalé⁴⁸.

Les divers scénarios nous ont montré que pour parvenir à réduire l'impact environnemental plusieurs cheminements sont possibles et ceux-ci pèsent plus ou moins lourdement sur le renouvellement des fondements de notre société. Ajustement des méthodes, renoncement à des processus, bouleversement des paradigmes ou enkystement économique constituent l'échelonnement des impacts. Pour l'instant, les arbitrages semblent encore très ouverts, mais assurément l'intensification de l'une ou l'autre des logiques provoquera, dans un futur proche, des inflexions décisives dans nos modes de production, sur nos spasmes consuméristes, dans nos institutions politiques, dans notre régulation sociale. Il en ressort qu'il convient d'être vigilant, non seulement, sur cette finitude annoncée du monde, mais sur les choix opérés pour y faire face et leurs répercussions sociopolitiques qui peuvent être désastreux.

Conclusion. Un monde orienté vers la cohérence d'un développement durable ne sera pas nécessairement celui d'un espace verdoyant recentré sur des valeurs humanistes. Des arbitrages peuvent surgir tout aussi bien qu'un système combinant sobriété paramétrée, pouvoir omnipotent et liberté contingentée. Toute sorte d'aménagements peut recevoir une onction écologique. Des choix minutieux s'imposent en analysant pour chaque décision, non seulement l'efficacité des mesures engagées, mais également leurs répercussions sociales et institutionnelles. En décryptant la logique dans laquelle elles s'inscrivent, on éclaire davantage les promesses et les menaces. Entre les espérances d'un grand soir humaniste et les petits matins blêmes d'une société caporalisée, l'avenir reste ouvert. Pour l'instant, chacune des options s'illustre avec un dispositif déjà opérationnel, mais encore trop homéopathique pour faire système. Mais si nous ne décidons rien ou insuffisamment, on s'engagerait dans le champ d'une huitième option, à savoir l'*écosuicide* dans lequel certaines civilisations se sont déjà abîmées⁴⁹, mais il s'agirait cette fois-ci du péril du genre humain... Après l'autorité immanente de la Révélation, puis les certitudes vindicatives du Progrès et les délices sulfureux du consumérisme, la configuration promise d'un XXI^{ème} siècle « *globalitaire* » reste finalement incertaine⁵⁰.

Rien n'est encore joué !

⁴⁸ AUGE Marc, (2008), « *Où est passé l'avenir ?* », Panama.

⁴⁹ DIAMOND Jared (2006) « *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* », Gallimard, NRF, Essais ; STOLTZ Joëlle, « *El Mirador, mère des cités mayas* », *Le Monde*, 14 février 2009.

⁵⁰ Ce mot est dû à Paul VIRILIO qui, au XX^{ème} siècle « *totalitaire* », oppose un XXI^{ème} siècle « *globalitaire* ».